

ADRESSE

De l'Aſſemblée Nationale à ſes Commettans.

Du premier Octobre 1789.

LES Députés à l'Aſſemblée Nationale ſuſpendent quelques inſtans leurs travaux pour expoſer à leurs Commettans les beſoins de l'Etat, & inviter le patriotiſme à ſeconder des meſures réclamées au nom de la Patrie en péril.

Nous vous trahirions ſi nous pouvions le diſſimuler. La Nation va s'élever aux plus glorieuſes deſtinées, ou ſe précipiter dans un gouffre d'infortunes.

Une grande révolution, dont le projet nous eût paru chimérique il y a peu de mois, s'eſt opérée au milieu de nous. Accélérée par des circonſtances incalculables, elle a entraîné la ſubverſion ſoudaine de l'ancien ſyſtême; mais, ſans nous donner le tems d'étayer ce qu'il faut conſerver encore, de remplacer ce qu'il falloit détruire, elle nous a tout à coup environnés de ruines.

En vain nos efforts ont ſoutenu le Gouvernement; il touche à une fatale inertie. Les revenus publics ont diſparu; le crédit n'a pu naître dans un moment où les craintes ſembloient égaler les eſpérances. En ſe détendant, ce reſſort de la force ſociale a tout relâché, les hommes & les choſes, la réſolution, le courage & juſqu'aux vertus. Si votre concours ne ſe hâtoit de

rendre au Corps politique le mouvement & la vie, la plus belle révolution feroit perdue auffi-tôt qu'efpérée; elle rentreroit dans le cahos d'où tant de nobles travaux l'ont fait éclore; & ceux qui conferveront à jamais l'amour invincible de la liberté, ne laifferoient pas même aux mauvais Citoyens la honteufe confolation de redevenir efclaves.

Depuis que vos Députés ont dépofé dans une réunion jufte & néceffaire toutes les rivalités, toutes les divifions d'intérêts, l'Affemblée Nationale n'a ceffé de travailler à l'établiffement des Loix, qui, femblables pour tous, feront la fauvegarde de tous. Elle a réparé de grandes erreurs; elle a brifé les liens d'une foule de fervitudes qui dégradoient l'humanité; elle a porté la joie & l'efpérance dans le cœur des Habitans de la campagne, ces créanciers de la terre & de la Nature, fi long-tems flétris & découragés; elle a rétabli l'égalité des François, trop méconnue, leur droit commun à fervir l'Etat, à jouir de fa protection, à mériter fes faveurs; enfin, d'après vos inftructions, elle éleve graduellement, fur la bafe immuable des droits imprefcriptibles de l'homme, une Conftitution auffi douce que la Nature, auffi durable que la Juftice, & dont les imperfections, fuite de l'inexpérience de fes Auteurs, feront facilement réparées.

Nous avons eu à combattre des préjugés invétérés depuis des fiecles; & mille incertitudes accompagnent les grands changemens. Nos fucceffeurs feront éclairés par l'expérience; & c'eft à la feule lueur des principes, qu'il nous a fallu tracer une route nouvelle. Ils travailleront paifiblement, & nous avons effuyé de grands orages. Ils connoîtront leurs droits & les limites de tous les pouvoirs: nous avons recouvré les uns & fixé les autres; ils confolideront notre ouvrage, ils

nous surpasseront, & voilà notre récompense. Qui oseroit maintenant assigner à la France le terme de sa grandeur? Qui n'éleveroit ses espérances ? Qui ne se réjouiroit d'être Citoyen de cet Empire ?

Cependant telle est la crise de nos Finances, que l'Etat est menacé de tomber en dissolution avant que ce bel ordre ait pu s'affermir. La cessation des revenus a fait disparoître le numéraire; mille circonstances le précipitent au-dehors du Royaume, toutes les sources du crédit sont taries; la circulation universelle menace de s'arrêter; & si le patriotisme ne s'avance au secours du Gouvernement & de l'Administration des Finances, qui embrasse tout, notre armée, notre flotte, nos subsistances, nos arts, notre commerce, notre agriculture, notre dette Nationale, la France se voit rapidement entraînée vers la catastrophe où elle ne recevra plus de Loix que des désordres de l'anarchie....... La liberté n'auroit lui un instant à nos yeux que pour s'éloigner, en nous laissant le sentiment amer que nous ne sommes pas dignes de la posséder! A notre honte & aux yeux de l'Univers, nous ne pourrions attribuer nos maux qu'à nous-mêmes! Avec un sol si fertile, avec une industrie si féconde, avec un commerce tel que le nôtre, & tant de moyens de prospérité, qu'est-ce donc que l'embarras de nos Finances ? Tous nos besoins du moment sont à peine les fonds d'une campagne de guerre; notre propre liberté ne vaut-elle pas ces luttes insensées où les victoires même nous ont été funestes ?

Ce moment une fois passé, loin de surcharger les Peuples, il sera facile d'améliorer leur sort; des réductions qui n'atteignent pas encore le luxe & l'opulence; des réformes qui ne feront point d'infortunés; des conversions faciles d'impôts,

une égale répartition établiront, avec l'équilibre des revenus & des dépenses, un ordre permanent, qui, toujours surveillé, sera inaltérable; & cette consolante perspective est assise sur des supputations exactes, sur des objets réels & connus. Ici, les espérances sont susceptibles d'être démontrées, & l'imagination est subordonnée au calcul.

Mais les besoins actuels! mais la force publique paralysée! mais pour cette année & pour la suivante, cent soixante millions d'extraordinaire!....... Le premier Ministre des Finances nous a proposé, comme moyen principal pour cet effort, qui peut décider du salut de la Monarchie, une contribution relative au revenu de chaque Citoyen.

Pressés entre la nécessité de pourvoir sans délai aux besoins publics, & l'impossibilité d'approfondir, en peu d'instans, le plan qui nous étoit offert, nous avons craint de nous livrer à des discussions longues & douteuses; & ne voyant, dans les propositions du Ministre, rien de contraire à nos devoirs, nous avons suivi le sentiment de la confiance en préjugeant qu'il seroit le vôtre. L'attachement universel de la Nation pour l'Auteur de ce plan nous a paru le gage de sa réussite, & nous avons embrassé sa longue expérience comme un guide plus sûr que de nouvelles spéculations.

L'évaluation des revenus est laissée à la conscience des Citoyens; ainsi l'effet de cette mesure dépend de leur patriotisme. Il nous est donc permis, il nous est ordonné de ne pas douter de son succès. Quand la Nation s'élance du néant de la servitude vers la création de la liberté; quand la Politique va concourir avec la Nature au déploiement immense de ses hautes destinées, de viles passions s'opposeroient à sa grandeur, l'égoïsme l'arrêteroit dans son essor, le salut de l'Etat peseroit moins qu'une contribution personnelle!

Non, un tel égarement n'eſt pas dans la nature ; les paſſions même ne cedent pas à des calculs ſi trompeurs. Si la révolution qui nous a donné une Patrie pouvoit laiſſer indifférens quelques François, la tranquillité du Royaume, gage unique de leur ſûreté particuliere, ſeroit du moins un intérêt pour eux. Non, ce n'eſt point au ſein du bouleverſement univerſel, dans la dégradation de l'autorité tutélaire, lorſqu'une foule de Citoyens indigens, repouſſés de tous les atteliers de travaux, harceleront une impuiſſante pitié, lorſque les troupes ſe diſſoudront en bandes errantes, armées de glaives & provoquées par la faim ; lorſque toutes les propriétés ſeront inſultées, l'exiſtence de tous les individus menacée, la terreur ou la douleur aux portes de toutes les familles ; ce n'eſt point dans ce renverſement que de barbares égoïſtes jouiroient en paix de leurs coupables refus à la Patrie. L'unique diſtinction de leur ſort dans les peines communes ſeroit, aux yeux de tous, un juſte opprobre ; au fond de leur ame, un inutile remords.

Eh ! que de preuves récentes n'avons-nous pas de l'eſprit public qui rend tous les ſuccès ſi faciles ! Avec quelle rapidité ſe ſont formées ces Milices Nationales, ces légions de Citoyens armés pour la défenſe de l'Etat, le maintien de la paix, la conſervation des Loix ! Une généreuſe émulation ſe manifeſte de toutes parts : Villes, Communautés, Provinces, ont regardé leurs privileges comme des diſtinctions odieuſes ; elles ont brigué l'honneur de s'en dépouiller pour en enrichir la Patrie. Vous le ſavez ; on n'avoit pas le loiſir de rédiger en arrêtés les ſacrifices qu'un ſentiment vraiment pur & vraiment civique dictoit à toutes les claſſes de Citoyens, pour rendre à la grande famille tout ce qui dotoit quelques individus au préjudice des autres.

Sur-tout, depuis la crise de nos Finances, les dons patriotiques se sont multipliés. C'est du trône, dont un Prince bienfaisant releve la majesté par ses vertus, que sont partis les plus grands exemples. O vous, si justement aimé de vos peuples! Roi, honnête-homme & bon Citoyen! Vous avez jetté un coup-d'œil sur la magnificence qui vous environne; vous avez voulu, & des métaux d'ostentation sont devenus des ressources nationales. Vous avez frappé sur des objets de luxe; mais votre dignité suprême en a reçu un nouvel éclat, & pendant que l'amour des François pour votre personne sacrée, murmure de vos privations, leur sensibilité applaudit à votre noble courage, & leur générosité vous rendra vos bienfaits comme vous desirez qu'on vous les rende, en imitant vos vertus, & en vous donnant la joie d'avoir guidé toute votre Nation dans la carriere du bien public.

Que de richesses, dont un luxe de parade & de vanité a fait sa proie, vont reproduire des moyens actifs de prospérité! Combien la sage économie des individus peut concourir avec les plus grandes vues pour la restauration du Royaume! Que de trésors accumulés par la piété de nos peres pour le service des autels, sortiront de l'obscurité pour le service de la Patrie, & n'auront pas changé leur religieuse destination! Voilà les » réserves que j'ai recueillies dans des temps prosperes, dit la » Religion sainte; je les rapporte à la masse commune dans » des temps de calamité. Ce n'étoit pas pour moi, un éclat em» prunté n'ajoute rien à ma grandeur; c'étoit pour vous, » pour l'Etat, que j'ai levé cet honorable tribut sur les vertus » de vos peres ».

Oh! qui se refuseroit à de si touchans exemples! quel moment pour déployer nos ressources & pour invoquer les se-

cours de toutes les parties de l'Empire ! Prévenez l'opprobre qu'imprimeroit à la liberté naiſſante la violation des engagemens les plus ſacrés. Prévenez ces ſecouſſes terribles qui, en bouleverſant les établiſſemens les plus ſolides, ébranleroient au loin toutes les fortunes, & ne préſenteroient bientôt dans la France entiere que les triſtes débris d'un honteux naufrage. Combien ne s'abuſe-t-on pas ſi, à une certaine diſtance de la Capitale, on n'enviſage la foi publique, ni dans ſes immenſes rapports avec la proſpérité nationale, ni comme la premiere condition du contrat qui nous lie ! Ceux qui oſent prononcer l'infâme mot de banqueroute, veulent-ils donc une ſociété d'animaux féroces & non d'hommes juſtes & libres ? Quel eſt le François qui oſeroit regarder un de ſes Concitoyens malheureux, quand il pourroit ſe dire à ſoi-même : *J'ai contribué pour ma part à empoiſonner l'exiſtence de pluſieurs millions de mes ſemblables ?* Serions-nous cette Nation à qui ſes ennemis même accordent la fierté de l'honneur, ſi les Etrangers pouvoient nous flétrir du titre de *Nation banqueroutiere*, & nous accuſer de n'avoir repris notre liberté & nos forces que pour commettre des attentats dont le deſpotiſme avoit horreur ?

Peu importeroit de proteſter que nous n'avons jamais prémédité ce forfait exécrable. Ah ! les cris des victimes dont nous aurions rempli l'Europe, proteſteroient plus haut contre nous ! Il faut agir ; il faut des meſures promptes, efficaces & certaines : qu'il diſparoiſſe enfin ce nuage trop long-temps ſuſpendu ſur nos têtes, qui, d'une extrêmité de l'Europe à l'autre, jette l'effroi parmi les créanciers de la France, & peut devenir plus funeſte à ſes reſſources nationales, que les fléaux terribles qui ont ravagé nos campagnes.

Que de courage vous nous rendrez pour les fonctions que

vous nous avez confiées ! Comment travaillerions-nous avec sécurité à la Constitution d'un Etat dont l'existence est compromise ? Nous avions juré de sauver la Patrie ; jugez de nos angoisses quand nous craignons de la voir périr dans nos mains. Il ne faut qu'un sacrifice d'un moment, offert véritablement au bien public & non pas aux déprédations de la cupidité. Eh bien ! cette légere expiation pour les erreurs & les fautes d'un temps marqué par notre servitude politique, est-elle donc au-dessus de notre courage ? Songeons au prix qu'a coûté la liberté à tous les Peuples qui s'en sont montrés dignes ; des flots de sang ont coulé pour elle ; de longs malheurs, d'affreuses guerres civiles, ont par-tout marqué sa naissance ! . . . Elle ne nous demande que des sacrifices d'argent, & cette offrande vulgaire n'est pas un don qui nous appauvrisse ; elle revient nous enrichir & retombe sur nos Cités, sur nos campagnes, pour en augmenter la gloire & la prospérité.

Signé MOUNIER, Président ; DEMEUNIER ; le Vicomte DE MIRABEAU ; l'Abbé D'EYMAR ; l'Evêque de Nancy ; BUREAUX DE PUSY ; FAYDEL, Secretaire.

A PARIS, chez N. H. NYON, Imprimeur du Parlement, *rue Mignon Saint-André-des-Arcs.* 1789.